

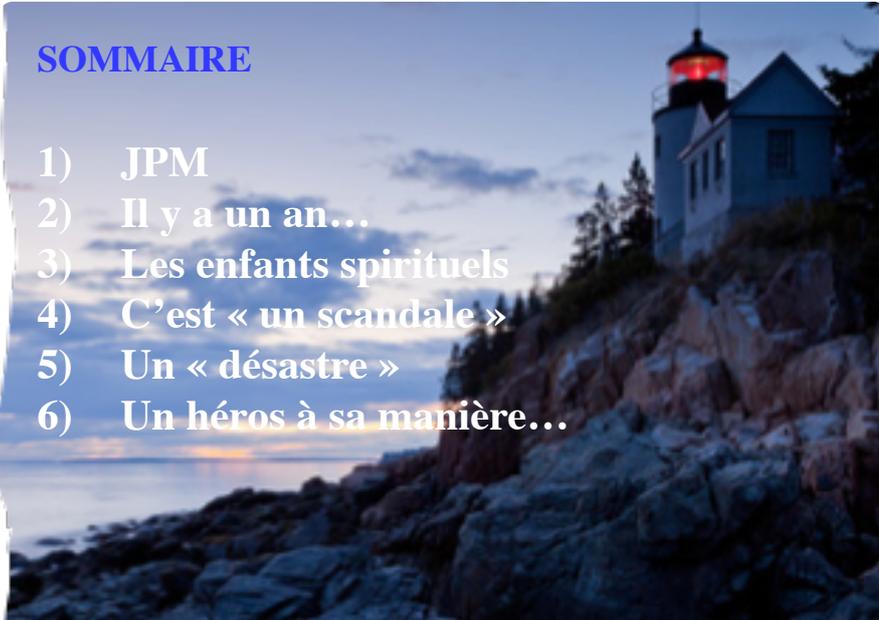
LA PRESSE EN REVUE...



LUNDI 21 AVRIL 2014

SOMMAIRE

- 1) JPM
- 2) Il y a un an...
- 3) Les enfants spirituels
- 4) C'est « un scandale »
- 5) Un « désastre »
- 6) Un héros à sa manière...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Jean-Pierre Mignard. La croix et la manière



Jean-Pierre Mignard, avocat français, à Paris le 3 mars. (Photo Audoin Desforges)

Croyant et pratiquant, cet avocat et homme d'influence est un catho de gauche proche d'un Président positiviste.

Du pape François, Jean-Pierre Mignard se souvient surtout qu'il a une poignée de main ferme, virile, en somme. Il parle aussi de son humour. C'est du moins ce que lui a raconté l'autre François, Hollande. Le 24 janvier, l'avocat, appartenant au cercle des intimes du Président, l'accompagnait au Vatican. Homme d'influence, Mignard réfute cependant être pour quelque chose dans cette visite. «J'avais dit plusieurs fois à Hollande qu'il fallait qu'il rencontre le pape, explique-t-il. Ce pape-là l'intéressait.» La rencontre tombait à point nommé pour une gauche malmenée par les manifestations catholiques contre la loi Taubira - que Mignard a soutenue.

Jean-Pierre Mignard, le «catho» du Président ? «Je ne sais pas si je suis "son" catho. Hollande n'en a pas besoin, corrige-t-il finalement. C'est un positiviste.» Lui et Jean-Pierre Jouyet, le nouveau secrétaire général de l'Élysée, sont, pourtant, parmi les amis de Hollande, les deux «cathos» de service. «Par moments, Jouyet et moi, nous sommes pour lui des énigmes, reconnaît Mignard. Il est très respectueux, ce n'est pas la question, et il connaît bien l'histoire du catholicisme. Mais c'est un monde spirituel qui n'est pas le sien. Hollande ne se pose simplement pas la question d'une transcendance. Parce qu'il pense qu'humainement, ce n'est pas soluble. A mes yeux, son refus d'aller sur ce terrain est tout aussi respectable que mon choix de m'y perdre.»

Rond d'abord et d'apparence, délicieusement courtois, Mignard parle vite et beaucoup. D'idées, de la vie, d'engagements. Avec son goût du verbe et son sens de la formule, il aime argumenter et, bien sûr, convaincre. La pensée est agile et la conversation, cultivée. Il se saisit d'un mot, d'une question. Il embraye, développe, discourt. Il raconte bien aussi. On pourrait s'installer là et passer le reste de l'après-midi à l'écouter.

On pressent une enfance heureuse. Du moins, à la manière dont il la raconte. Un père ouvrier typographe, encarté au syndicat du Livre, qui l'a emmené à ses premières manifestations, et une mère contrôleur des impôts. Ses racines sont terriennes et provinciales. Bourguignonnes, précisément. Il a 5 ans quand ses parents retournent vivre à Cosne-sur-Loire. L'avocat, aux

solides réseaux politiques et médiatiques, prend plaisir à évoquer son enfance rurale et paysanne. «J'ai grandi dans la ferme de mes grands-parents à Varzy», à une trentaine de kilomètres de Vézelay, la colline inspirée, haut lieu spirituel, fréquenté par nombre d'artistes et d'écrivains, cher à un Mitterrand taraudé par le religieux.

Chez Mignard, le catholicisme est à la fois, un héritage et un choix. «Mes parents n'étaient pas spécialement catholiques, raconte-t-il. Je suis un enfant de l'école publique. Mais le jeudi, j'allais au catéchisme le matin et l'après-midi, aux Cœurs vaillants. L'été, je partais dans des colonies de vacances avec des prêtres, à La Charité-sur-Loire.» Une cohabitation douce en quelque sorte, loin de la guerre des deux France, la laïque contre la catholique. «J'ai toujours été sensible à l'histoire du christianisme, à l'Évangile, poursuit-il. Pour moi, Jésus de Nazareth a toujours été un personnage qui défie la raison, les conduites et les comportements. C'est la transgression, le scandale au sens grec, qui fait obstacle au conformisme de la pensée. J'ai toujours pactisé avec ce christianisme-là, beaucoup plus qu'avec l'Église. C'est plus tard que je m'en suis rapproché.»

Vézelay est aussi cher à Mignard. Il s'y rend plusieurs fois par an, séjourne «à l'hôtel ou dans des chambres d'hôtes». Il n'a visiblement pas le snobisme d'y posséder une maison. S'il a élu Vézelay, c'est par piété familiale, non par révérence à Mitterrand. Jean-Pierre Mignard est, lui, de l'autre gauche, la deuxième, celle de Rocard. «J'ai fait Mai 68 chez les gaullistes, raconte-t-il. Voyant l'évolution de la droite, j'ai fini, en 1969, par atterrir au PSU de Rocard. A Cosne-sur-Loire, j'étais tout seul. Il n'y avait personne d'autre au PSU. On venait me chercher pour aller coller des affiches à Nevers. Après avoir été gaulliste, ce n'était pas possible, dans la Nièvre, d'aller chez Mitterrand. Mais le PSU me convenait bien, de la gauche du Général aux maoïstes.»

La turbulence et la flamboyance des années 70 ont été fondatrices. De son goût de la politique, de sa carrière d'avocat, de ses liens avec le catholicisme. Candidat par deux fois aux législatives, «braconnier dans les chasses royales» en 1993 dans la Nièvre puis à Marseille, en 2012, dans la circonscription de Jean-Claude Gaudin, Jean-Pierre Mignard n'a jamais été un «élu», ni un ministre. Cela lui convient plutôt bien d'ailleurs. «A la vérité, j'adore les campagnes électorales. Ce sont des moments où l'on rêve

debout. Mais je crois que comme député, je me serais souverainement ennuyé.» La discipline de parti n'est pas sa tasse de thé.

Finalement, c'est un homme qui compte, mais dans l'ombre. Avocat, hier de Libé, aujourd'hui de Mediapart, il a été d'un nombre certain de grands procès, comme celui de l'Erika. Au milieu des années 2000, il dit lui-même qu'il «s'est réveillé» quand il fut avocat des familles dans les affaires de Clichy-sous-Bois et de Villiers-le-Bel. «J'ai retrouvé une incandescence que je croyais avoir perdue dans une sorte d'habitude et d'hébétude professionnelles. J'avais un cabinet rue de la Paix et je gagnais confortablement ma vie», avoue-t-il.

Derrière l'avocat très disert, il y a un homme discret. Qui barricade sa vie privée derrière ses engagements, de «catho» que l'on dirait «de gauche». Lui opte pour «catho libéral» qui va à la messe quand il «se sent bien». Il «aime plutôt le pape François», compte sur lui pour donner un peu plus de liberté d'expression au sein de l'Eglise. Ces derniers temps, les cathos «de gauche» se sont plutôt faits discrets, silencieux même en France tandis que la droite du Seigneur battait le pavé contre le mariage gay.

Récemment, l'avocat est devenu patron de presse, de Témoignage chrétien. Avec une poignée de gens, il tente de sauver le dernier titre de la presse chrétienne situé à gauche. En 2013, le journal a soutenu publiquement le mariage et l'adoption pour les couples gays. Jean-Pierre Mignard, comme d'autres, tente de comprendre ce qui s'est passé au sein du catholicisme français mais réfute que cela ait participé de la mauvaise image de François Hollande. «La gauche a été prise à la gorge par l'ampleur de la contestation. Christiane Taubira a rattrapé les choses en y mettant sa fougue et son histoire. Personne, en fait, n'a été chrétien dans cette affaire, s'enflamme-t-il. On a clivé et recréé une espèce de catholicisme maurassien à cette occasion. Je veux juste dire aux jeunes chrétiens que l'homosexualité est une orientation normale et légitime.»

En 6 dates

22 mars 1951 Naissance à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine).

1969 Adhère au Parti socialiste unifié (PSU).

1974 Commence sa carrière d'avocat avec Henri Leclerc.

2004 Soutient sa thèse en droit pénal sur la cybercriminalité.

liberation;fr-Bernadette Sauvaget

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Olivier Metzner, histoire d'un héritage impossible



Olivier Metzner dirigeait le plus puissant cabinet pénal de Paris. Depuis son suicide, ses associés ont fait face à des vagues de rumeurs malveillantes. Enquête.

Ce jour-là, le 17 mars 2013 au petit matin, la gardienne de l'île de Boëdic appelle, affolée, Emmanuel Marsigny. Son nom figure en tête des personnes à prévenir sur la liste qu'Olivier Metzner a laissée sur la table à manger de sa longère : ses quatre associés y sont classés par ordre d'ancienneté avec leur numéro de portable. Au téléphone, la femme confie avoir un très mauvais pressentiment. Une des deux embarcations a disparu. Pourtant, aucune trace de Me Metzner sur l'île du golfe du Morbihan qu'il avait achetée trois ans plus tôt. "Ne touchez à rien et prévenez les gendarmes", lui demande l'avocat qui craint le pire. Quelques minutes après le premier coup de fil, le mari de la gardienne aperçoit l'embarcation dérivant sans personne à bord. Le corps sans vie du célèbre pénaliste sera retrouvé ensuite à proximité du rivage.

Dès qu'il apprend la nouvelle, Antonin Lévy le benjamin de l'équipe, saute dans un TGV pour Vannes afin de représenter les quatre hommes sur place. Durant le trajet, il a son portable vissé à l'oreille pour tenter de joindre proches et clients. Dans le wagon, des sonneries de message d'alerte retentissent sur les téléphones. Des discussions s'engagent dans les rangs voisins. L'onde de choc se propage : Metzner est mort.

Une fois arrivé en Bretagne, c'est lui qui fera par téléphone la lecture de la lettre signée de la main d'Olivier Metzner à ses associés : "Je vous fais confiance pour la continuité du cabinet, sous la conduite de Nicolas, et pour le moins vous charge de préserver la défense de nos clients. Je garde le bonheur d'avoir travaillé avec vous. Olivier." Le ténor a aussi laissé à ses associés des instructions pour la gestion du cabinet. Nicolas Huc-Morel sera son exécuteur testamentaire et le légataire du nom Metzner. A lui d'assurer l'organisation des obsèques. Emmanuel Marsigny sera chargé d'y lire un texte écrit par le défunt. Antonin Lévy fera un discours. Aurélien Hamelle portera l'urne. Toujours cette volonté de tout anticiper. Pas sûr pour autant que le pénaliste ait envisagé la suite des événements.



Les funérailles de Metzner sur l'île de Boëdic, en mars 2013.

"Metzner Associés". Dans quelques semaines, la plaque de Plexiglas fixée à droite de la porte d'entrée du 100, rue de l'Université sera dévissée. Bail résilié. Associés en voie de dispersion. Las, le meilleur cabinet pénal de Paris n'aura pas survécu plus d'un an à la disparition de son fondateur. Depuis le drame, trois des quatre associés l'ont quitté. Emmanuel Marsigny est parti en octobre dernier pour monter sa propre structure, emmenant avec lui ses collaborateurs et ses dossiers. Aurélien Hamelle et Antonin Lévy rejoindront bientôt deux cabinets anglo-saxons : Allen & Overy et Hogan Lovells. Quant au dernier du quatuor, Nicolas Huc-Morel, le légataire du nom Metzner, il devrait monter une nouvelle structure mais confie ne pas encore savoir s'il conservera l'appellation. "J'entends poursuivre à ma manière et avec mon équipe ce qu'il a su si bien construire. Olivier était un passionné et un grand travailleur. J'entends lui rendre hommage ainsi", explique-t-il.

Dans les couloirs du palais, la fin du cabinet Metzner alimente les discussions. On parle de "brouille" entre les associés. D'une structure ayant

implosé sous le choc des egos de jeunes hommes trop pressés. D'un chiffre d'affaires en berne après la disparition de la figure de proue du cabinet. "Des rumeurs que l'on doit à la bonne vieille malveillance confraternelle, répond Aurélien Hamelle. On se parle, on n'est pas fâchés." "On n'hérite pas d'Olivier Metzner ni d'aucun autre avocat pénaliste, tranche pour sa part Emmanuel Marsigny. Vous ne reprenez pas un cabinet comme on reprend un fonds de commerce. Le pénal repose sur un intuitu personae. La défense pénale est quasi toujours incarnée par un avocat, rarement par un cabinet."

Le 100, rue de l'Université. Depuis une dizaine d'années, l'endroit était pourtant devenu le point de convergence de toutes les affaires médiatiques : Clearstream, Kerviel, Bettencourt. C'est là, en plein coeur du Paris qui compte, à quelques encablures de l'Assemblée nationale et des ministères, qu'Olivier Metzner - avocat en pleine ascension, as de la procédure - s'installe au début des années 2000. Il en fera le plus beau cabinet pénal de la capitale. Dans tous les sens du terme.

De faux airs de mini-ministère avec son escalier majestueux, ses encadrements de portes ornés d'angelots, son incroyable hauteur sous plafond. Des honoraires qui atteignent les 750 euros de l'heure. Surnommé "Docteur Miracle" à ses débuts par les voyous, Metzner était devenu à la faveur des affaires politico-financières des années 1990 le pénaliste préféré de l'establishment. Le médecin de ses tourments. Financiers comme intimes. "Si jamais un jour je tue ma femme, c'est Metzner que je prends", répétait souriant un autre ponte du barreau.

Quatre garçons bien nés

Au fil des années, le ténor s'est entouré d'un quatuor de brillants pénalistes. "Quatre garçons beaux comme des gravures de mode, jonglant de l'anglais au français et sautant dans un avion comme on prend l'autobus", comme les décrivait Le Monde une semaine après le suicide.

A 43 ans, Emmanuel Marsigny est le plus jeune de ceux que l'on considère comme les ténors du barreau, un spécialiste des dossiers sous-tension : Angolagate, Biens mal acquis, Cercle Concorde. Il a rejoint le cabinet comme stagiaire non rémunéré en 1994. "J'avais écrit à une dizaine de pénalistes, seul Metzner m'a répondu", se

souvent-il. Pour son premier dossier en tant que collaborateur, il est chargé de défendre Jean-François Filippi, l'ancien président du Sporting Club de Bastia, dans l'affaire de la catastrophe de Furiani. Il n'a pas besoin de plaider. Une semaine avant le procès, l'homme se fait tuer à Bastia alors qu'il se dirigeait vers l'aéroport afin de se rendre au cabinet Metzner. Cofondateur de Metzner Associés en 1998, Marsigny contribuera à faire du cabinet l'un des premiers à recourir à toutes les ressources du numérique : "C'était lors de l'affaire ELF et des 240 tomes de l'instruction, se souvient MeMarsigny. J'avais vu que les avocats de l'affaire O. J. Simpson avaient informatisé les dossiers pour retrouver plus facilement les pièces. J'ai proposé à Olivier qu'on fasse la même chose. Rien de ce genre n'existait dans les affaires pénales. C'était une petite révolution qui est maintenant devenue la norme."



Emmanuel Marsigny © AFP

Lors de cette affaire d'Etat, un jeune assistant juridique fait ses gammes aux côtés de la juge d'instruction Laurence Vichnievsky : Nicolas Huc-Morel. Quelques années plus tard, en 2002, l'intéressé choisira de passer de l'autre côté de la table d'interrogatoire en rejoignant Metzner Associés. Personnalité discrète, prenant une trentaine de secondes avant de répondre à chaque question, il épaula Olivier Metzner sur les complexes affaires Bettencourt et Kerviel, examinant au peigne fin pendant des nuits entières les ordinateurs de la Société générale.



Nicolas Huc-Morel,
exécuteur testamentaire
et légataire du nom
Metzner
© Maciek Pozoga

Deux jeunes espoirs du barreau passés auparavant par de grands cabinets d'affaires et aux profils plus internationaux sont venus compléter l'équipe : Aurélien Hamel, 35 ans, défenseur de John Galliano et de Kate Middleton, et Antonin Lévy 33 ans, fils de Bernard-Henri, passés fusions-acquisitions à la défense du général Noriega. Quatre garçons bien nés, bien mis, aux antipodes de leur mentor sur beaucoup de points : fils de paysans modestes du bocage normand, homosexuel en rupture avec sa famille, élève médiocre qui décrochera péniblement un bac G à 21 ans, ce bosseur acharné s'est construit seul, sans connexion, ni réseau, gardant pour lui ses mystères et ses tourments.



Aurélien Hamel (gauche) et Antonin Lévy (droite) © Maciek Pozoga

Metzner et sa silhouette churchillienne, ses sept cigares quotidiens dont le premier dès 7 heures du matin, ses coups de gueule... Mais tous admirent le sens de l'anticipation de ce fin stratège. Mi-avril 2011, des perquisitions ont lieu au cabinet dans le cadre de l'affaire Bettencourt. "Une copie des 28 CD-Roms contenant les enregistrements réalisés au domicile de Liliane Bettencourt à son insu par son majordome a été saisie », indiquait l'AFP. "Exceptionnellement, Olivier Metzner était absent ce jour-là. Mais une enveloppe contenant les enregistrements patientait depuis des mois, posée bien en évidence sur le meuble derrière son bureau en prévision de cette perquisition", raconte Antonin Lévy.

Non-dits et rivalités

Entre le vieux chat madré et les jeunes loups, les relations dépassent le cadre professionnel. Emmanuel Marsigny a donné Olivier comme deuxième prénom à l'un de ses fils. Nicolas Huc-Morel était présent à ses côtés quand celui-ci visita pour la première fois Boëdic. Régulièrement, ils leur arrivent de passer des week-ends ensemble avec femmes et enfants,

entre détente et travail, dans la gentilhommière d'Olivier Metzner à Rambouillet.

Des repas au milieu desquels le maître des lieux s'éclipse pour de longs moments, parfois pour ne plus revenir. "C'était quelqu'un de très solitaire, pudique, confie Emmanuel Marsigny, son plus ancien associé avec qui il cofonda le cabinet en 1998. Il laissait peu de gens s'approcher de sa vie privée." "Il paraît que j'ai un frère et une soeur", avait-il répondu à un de ceux-ci qui tentait un jour d'aborder le sujet. Fin de la conversation.

Le jour de son décès, les associés seront obligés de demander à l'informaticien de pénétrer dans le carnet d'adresses du ténor pour avoir le numéro de ses deux parents. C'est aussi à Rambouillet que sont préparés les grands procès. "Papa, il y a Jérôme à la télé", s'exclamera l'un des enfants des associés après avoir aperçu à l'écran celui qu'il avait croisé quelques jours plus tôt à la campagne : Jérôme Kerviel. "C'était une famille avec ses non-dits, ses rivalités entre les historiques et les nouveaux, parfois encouragées par Me Metzner lui-même qui accorda sa préférence à l'un puis à l'autre", explique un ancien de la maison.

Dès le lendemain du suicide, les associés organisent une réunion au 100, rue de l'Université. Ils veulent rassurer les collaborateurs et les assistantes sur la continuité de l'activité. Un peu plus tôt dans la matinée, un client a déjà appelé pour reprendre son dossier. "Un emmerdeur, dit un des associés. Il n'était client chez nous que depuis trois semaines et avait déjà appelé 70 fois. On n'a rien fait pour le retenir, son départ était même un soulagement."

Bien-sûr, Olivier Metzner avait développé une relation privilégiée avec la plupart de ses clients historiques. "Je perds mon médecin de famille", aurait ainsi dit Martin Bouygues à l'annonce de sa disparition. Pas facile de passer après. "Mais Olivier avait eu l'intelligence de structurer son cabinet de telle façon que tout ne reposait pas exclusivement sur ses épaules", explique l'un des associés. D'autant qu'après une vie de labeur il avait pris du recul les derniers mois, les laissant plus souvent aux commandes. Il avait même parlé de prendre sa retraite en 2015. "Personne n'aurait pu dire s'il aurait véritablement pu prendre sa retraite un jour, confie Nicolas Huc-Morel. Mais c'est vrai qu'il prévoyait devenir à Paris une semaine par mois et le reste du temps de naviguer en Méditerranée."

Un style particulier

Quelques semaines avant son suicide, ce marin de toujours, ancien équipier de Tabarly venait de faire l'achat d'un yacht de 45 mètres avec huit hommes d'équipage. Il avait réuni ses associés pour leur faire part de son projet. Son plus ancien associé, Emmanuel Marsigny connaissait bien Metzner et ses fragilités. Il n'était pas dupe des changements de vie répétés de son aîné ces dernières années : voici deux ans, celui-ci avait à peine vendu sa maison de Rambouillet pour s'acheter Boëdic qu'il pensait déjà à revendre l'île pour naviguer autour de la Méditerranée. Il avait également vendu son appartement de la rue du Dragon à Paris et vivait au Lutetia. "Vous devriez essayer, c'est formidable de vivre à l'hôtel", lui avait lâché l'avocat alors qu'il le raccompagnait à pied un soir après un dîner.

Rapidement, les associés ont aussi vu des tentatives de débauchage de leur clientèle de la part de confrères. "Dès le jour du suicide, un avocat en vue n'a pas hésité à démarcher l'un de nos vieux clients, raconte Antonin Lévy. Ce dernier a trouvé cela extrêmement maladroît." Les quatre associés le savent. Le barreau n'est pas un monde de tendres. Réelle confraternité et extrême rivalité régissent depuis toujours les rapports entre avocats. D'autant que ces dernières années, Olivier Metzner s'est fâché avec pas mal de confrères. Et pas des moindres : Eric Dupond-Moretti, Thierry Herzog, Georges Kiejman...



© Sipa

"Il était devenu irascible, confie un avocat. Avec ses collaborateurs comme les confrères, il n'arrondissait plus les angles. A sa décharge, certains de ses pairs n'étaient pas tendres avec lui. Ils disaient : "Le mec est gris, plaide comme un chèvre et c'est lui qui récupère tous les dossiers".

Plaidier médiocre, Metzner préférait la virgule au verbe. Un changement s'est opéré chez lui. Il prenait de plus en plus de plaisir à prendre la parole lors des audiences. Il avait un style particulier. Il ne plaidait pas pour le public ou pour son plaisir personnel. Mais il savait se faire entendre et écouter des juges. Sa précision était sa force. Une bonne plaidoirie, c'est quand ces derniers prennent des notes en écoutant l'avocat. C'était le cas", nuance Nicolas Huc-Morel. "Vergès a inventé la défense de rupture, Metzner a inventé la défense de procédure", considère le bâtonnier de Paris Pierre-Olivier Sur.

"On ne faisait pas attention à lui et, tout d'un coup, on s'est retourné, il était partout », dira un de ses rivaux. L'un d'entre eux appellera même le directeur du magazine Challenges pour dissuader l'hebdomadaire de mettre Metzner en couverture.

"Vous n'avez plus besoin de moi"

A son décès, certains ont tenté de regagner le large espace laissé vacant. D'autres se sont montrés plus gentlemen. Contacté par deux clients historiques du cabinet Metzner pour reprendre leur dossier, Pierre-Olivier Sur décline l'offre. "Quasiment aucun client n'est parti, assure Nicolas Huc-Morel. L'activité du cabinet a même connu un nouvel élan. La présence d'Olivier dans une équipe de défense pouvait refroidir certains avocats en nous confier des dossiers, de peur, à tort, d'être peut-être éclipsés."

Comment expliquer alors la rupture entre les associés ? Le premier à partir fut Emmanuel Marsigny. "Il aurait aimé reprendre le cabinet avec l'autre historique, Nicolas Huc-Morel, en évinçant les deux plus jeunes associés, mais ce dernier a refusé", croit savoir un proche du cabinet. "Mon départ était prévu de longue date, bien avant le décès d'Olivier, assure Me Marsigny. Je me suis développé très tôt et indépendamment de lui. Je suis très attaché à ma liberté. Olivier m'avait dit il y a plusieurs années : "Votre carrière est faite, vous n'avez plus besoin de moi."



La robe d'Olivier Metzner, toujours accrochée au 100, rue de l'Université
© Maciek Pozoga

Quant au départ d'Aurélien Hamelle et d'Antonin Lévy ? "Ils s'étaient engagés à rester quelque temps auprès de Huc-Morel qui les avait soutenus », explique ce proche du cabinet. Avant de finalement céder à d'autres propositions. "Metzner Associés était une petite boutique d'une redoutable efficacité. Mais le pénal financier est en pleine évolution", expliquent les deux hommes. Un poste de procureur financier vient d'être créé, un parquet européen spécialisé se met en place, les dossiers deviennent transfrontaliers. "En face de juges spécialisés, il faut des cabinets capables de faire le poids", assurent-ils.

Dans quelques semaines, Antonin Lévy se rendra à la réunion annuelle des associés de son nouveau cabinet : 800 personnes venues des 40 bureaux de la firme seront réunies pendant quelques jours dans un hôtel de Toronto, entièrement réservé pour l'occasion. "A partner meeting", dit-il avec un sourire en coin. L'incarnation de la mondialisation qui frappe l'univers des robes noires. Un univers de bureaux climatisés, de couloirs froids et de badges électroniques. Loin, très loin de celui de feu Olivier Metzner. "Je ne suis pas persuadé que la meilleure façon de lui rendre hommage soit de garder à tout prix son nom sur un panneau de Plexiglas, conclut Antonin Lévy. Mais plutôt de continuer à gagner des affaires en mettant en pratique son enseignement."

nouvelobs.com

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Valls, Macron, Sapin: ce que signifie la présence massive de disciples de Rocard au pouvoir



- Michel Rocard, le 7 mai 2004. REUTERS/Jean-Paul Pélissier. -



L'AUTEUR

Olivier Faye Journaliste politique, il collabore avec La Vie, M le magazine du Monde et la revue Charles. Auteur avec Gaspard Dhellemmes de la biographie NKM, la femme du premier rang (Jacob-Duvernoy).

«M a revanche viendra», aurait confié Michel Rocard, le 15 mai 1991, à son directeur de cabinet Jean-Paul Huchon. Ce jour-là, le Premier ministre se trouve sur le perron de l'hôtel Matignon. Ses cartons sous le bras, il quitte la rue de Varenne à la demande du président de la République, François Mitterrand, au terme de trois années d'une cohabitation haineuse entre les deux hommes.

Rocard s'imagine déjà en héraut du PS pour la présidentielle de 1995. Succéder à Machiavel en son palais de l'Élysée, voilà une revanche qui aurait de l'allure. Mais l'histoire en a décidé autrement, l'ancien maire de Conflans-Sainte-Honorine n'ayant, depuis lors, jamais été en mesure de se porter candidat (et ce n'est pas faute

d'avoir essayé).

Sa revanche est finalement intervenue le 31 mars dernier, jour où François Hollande a nommé Manuel Valls au poste de Premier ministre. Vingt-cinq ans après, le rocardisme faisait son retour au cœur du pouvoir.

Le nouveau chef du gouvernement a en effet posé ses premiers pas en politique dans ceux de son prédécesseur. Au cours des années 80, il présidait les Clubs Forum, ces regroupements de jeunes rocardiens. Entre 1988 et 1991, il a travaillé à Matignon aux côtés de son mentor comme chargé de mission. Et, dans une récente interview, Michel Rocard assure lui-même que, «bien sûr», Valls est rocardien.

Déjà, en mai 2012...

Bien que mitterrandiste, François Hollande le social-démocrate n'a d'ailleurs pas attendu la moitié de son mandat pour confier des postes-clés aux disciples de l'ancien Premier ministre. Depuis mai 2012, nombre de personnalités se réclamant de l'héritage de Rocard, ou ayant commencé leur carrière à ses côtés, sont à la barre du pouvoir socialiste.

A l'Elysée, le jeune Emmanuel Macron, secrétaire général adjoint de la présidence en charge de l'économie, présenté comme tout-puissant, ne se reconnaît ainsi comme mentor que l'ex de Matignon. La directrice de cabinet, Sylvie Hubac, est elle une ancienne des cabinets Rocard.

Au gouvernement, les disciples de l'ancien Premier ministre ne manquent pas non plus. Michel Sapin, nommé ministre des Finances lors du dernier remaniement, a ainsi adhéré au PS en 1975 pour aider l'ancien représentant du PSU à conquérir le pouvoir. Ce dernier l'a récompensé de sa dévotion en venant le soutenir à Argenton-sur-Creuse lors de sa première élection à l'Assemblée en 1981.

La ministre des Affaires sociales Marisol Touraine est elle entrée à 29 ans au cabinet de Michel Rocard, «un ami de toujours de [son] père», le sociologue Alain Touraine. Le ministre de l'Education nationale Benoît Hamon, bien que représentant aujourd'hui l'aile gauche du PS, a lui aussi débuté sa carrière politique dans son sillage, en même temps que Valls.

Dans une moindre mesure, Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, a été un temps le compagnon de route de Rocard, avant de rejoindre Pierre Mauroy. Et si Bernard Cazeneuve n'est pas un rocardien de la première heure, l'ancien chef du gouvernement rend tout de même régulièrement visite à son «ami» au ministère de l'Intérieur.

Le rocardisme s'est dissout dans le socialisme

Ce phénomène est-il étonnant? Non, si l'on en croit Michel Sapin, cité par Rue89:

«J'ai l'impression de ne plus être original tant le rocardisme –le principe de réalité, tout le substrat de la deuxième gauche– s'est dissout dans l'ensemble du socialisme.»

Il semble en effet loin le temps où Laurent Fabius, jeune directeur de cabinet de François Mitterrand, déclarait:

«Entre le marché et le plan, il y a le socialisme.»

Duels - Mitterrand-Rocard, la haine & le mépris

<http://www.dailymotion.com/embed/video/x1g7l9h>

La victoire du clan Rocard est depuis incontestable. En 2008, le PS abandonne ainsi dans ses statuts la référence aux «espérances révolutionnaires» pour se convertir à «l'économie sociale et écologique de marché [...] régulée par la puissance publique». Finie la voie intermédiaire entre le marché et le plan.

Accepter l'économie de marché, refuser l'horizon marxiste d'une société égalitariste, promouvoir la décentralisation: telles étaient les idées phares du rocardisme, courant qui s'est longtemps assimilé à la deuxième gauche (partant du principe que la première était portée par François Mitterrand). Autant de principes qui, aujourd'hui, se sont dissous dans l'ADN du PS, pour reprendre l'expression de Michel Sapin.

En 1997, déjà, le gouvernement Jospin comptait son lot de rocardiens pur jus, d'ex du PSU ou encore d'héritiers de la deuxième gauche: Dominique Strauss-Kahn à l'Economie, Alain Richard à la Défense, Catherine Trautmann à la Culture ou encore Elisabeth Guigou à la Justice, pour ne citer qu'eux.

A l'époque, cela était affaire, aussi, de questions d'équilibre des courants au sein du PS, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. Lionel Jospin menait alors une politique proche par certains aspects du «réalisme» économique cher aux rocardiens: privatisations, emplois jeunes, réduction du temps de travail...

«Longue dissidence»

Thuriféraire du «big bang politique», Michel Rocard récuse cependant avoir porté une vision originale de la politique. Selon lui, le terme de «rocardisme» a été inventé par les journalistes et «ne veut rien dire». Ce qui ne l'a pas empêché de tenter de le définir dans une récente interview au

Point, tout en fausse modestie:

«Depuis un siècle, la gauche française a en commun des valeurs qui sont issues d'un mariage tragique entre le jacobinisme et le marxisme. [...] Ceux qui n'étaient ni totalement jacobins ni totalement marxistes étaient minoritaires tout du long. C'est une longue dissidence qui commence avec Jean Jaurès. [...] Le mot est appliqué à ceux qui [...] pensent qu'il faut s'intégrer dans une économie de marché en essayant de donner des résultats de distribution qui soient sociaux.»

François Hollande poursuit et amplifie le sillon tracé par ses devanciers depuis le début de son mandat: politique de l'offre caractérisée par le CICE et le pacte de responsabilité, flexisécurité sur le marché du travail, allongement de la durée de cotisation pour la retraite ou encore non-remplacement de fonctionnaires. Autant de mesures que n'aurait pas renié Rocard s'il était vraiment parvenu à conquérir le pouvoir pour mettre en œuvre ses idées.

Un échec qu'il doit sans doute à sa manière un rien alambiquée de délivrer ses messages. En effet, qui d'autre que Rocard pouvait prendre des airs de Cassandra le soir de la victoire de la gauche, le 10 mai 1981, en usant, place de la Bastille, de la double négation?

«Mes amis, ce soir, je ne me sens pas le droit de ne pas vous dire que ce sera difficile.»

Une réflexion bien plus tortueuse que celle livrée par l'intéressé à Libération en décembre 2012:

«Les socialistes ont fini par avaler l'économie de marché.»

La voilà, sa revanche.

slate.fr-Olivier Faye

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Lienemann : «La politique du gouvernement est un scandale»



WITT/SIPA

«Oui il est difficile d'être socialiste en ce moment, surtout lorsqu'on est mobilisé comme moi depuis longtemps pour un rassemblement de la gauche. Mais il ne faut pas pour autant se laisser abattre. D'autant que chez moi la colère se transforme en motivation. C'est sûr que pour d'autres qui sont plus dans une forme d'immobilisme, ça peut être démoralisant. Mais en tant que socialiste, je me dois de continuer à me battre et à dénoncer la politique actuelle qui est pour moi un scandale. C'est pourquoi je vais continuer à dire tout haut mon désaccord avec le gouvernement sur ses choix politiques, d'expliquer pourquoi ça ne marchera pas et qu'enfin j'apporte des solutions alternatives valables, ce qui est le plus important.

Il faut d'ailleurs tenter de rassembler tous ceux qui se mobilisent en faveur d'une alternative crédible. C'est ce que nous faisons au sein du club « Gauche avenir » par exemple, en rassemblant des politiques, syndicalistes et intellectuels. Et il faudrait aussi redonner la parole aux militants pour apporter un souffle nouveau car cette génération de politiques dont fait partie Hollande est persuadée que le libéralisme est devenu un horizon indépassable que ce soit au niveau européen comme au niveau de la France. C'est d'ailleurs ce qui explique ce virage social-libéral. Ce qui se passe au PS, c'est tout de même du jamais-vu : c'est la première fois, je crois, sous la Ve République qu'il y a des députés de la majorité qui ne votent pas la confiance au gouvernement. »

* Marie-Noëlle Lienemann est sénatrice PS de Paris

Propos recueillis par Bruno Rieth

marianne.net

V) Plan de 50 milliards: " désastre social et économique", prédit Dupont- Aignan



Nicolas Dupont-Aignan, président de Debout la République (DLR), le 5 octobre 2013 à Paris
© Kenzo Tribouillard

Nicolas Dupont-Aignan, président de Debout la République, a dénoncé dimanche sur France 3 "la violence inouïe" du plan d'économies de

Nicolas Dupont-Aignan, président de Debout la République, a dénoncé dimanche sur France 3 "la violence inouïe" du plan d'économies de 50 milliards d'euros du gouvernement, qui va aboutir selon lui à "un désastre social et économique".

"Pour la première fois, les pensions des retraités vont diminuer puisqu'on les gèle sur un an et demi et qu'il y a de l'inflation. Donc c'est d'une violence inouïe, ce plan", a-t-il déclaré lors de l'émission "12/13 Dimanche".

"A quoi ça sert de faire des efforts qui vont aboutir à casser la croissance? C'est comme un

régime, si on fait un régime trop brutal, mal fait, eh bien c'est un échec. Ca va aboutir à un désastre social et économique", redoute l'ancien candidat à la présidentielle de 2012.

"Ce sont des mesures stupides. 50 milliards d'économies en trois ans, si parallèlement il n'y a pas de mesure pour faciliter la vie des PME, pour protéger notre pays de la concurrence déloyale, pour faire baisser la valeur de l'euro", ça va "étrangler les Français, faire baisser le pouvoir d'achat et il n'y aura pas à la fin un emploi de plus", a ajouté le député-maire de Yerres (Essonne).

A ses yeux, "le plan d'économies du gouvernement a été dicté par Mme Merkel", la chancelière allemande, et "M. Barroso", président de la Commission européenne. "Il est contraire à l'intérêt national et il va aboutir au résultat qu'il y a eu en Grèce, c'est-à-dire un appauvrissement massif du peuple français et un chômage massif".

"Je le combattrai de toutes mes forces", a prévenu M. Dupont-Aignan, qui a par ailleurs jugé "débile" le pari de François Hollande de faire baisser le chômage d'ici 2017, faute de quoi il ne serait pas candidat à un second mandat présidentiel.

publicsenat.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Rebsamen : " Valls est plus cash qu'Ayrault "

"Manuel Valls, ce n'est pas Jean-Marc Ayrault. Il a sa manière à lui de dire les choses", juge le nouveau ministre du Travail sur Canal+.



Photo d'illustration. © ERIC FEFERBERG / AFP

SOURCE AFP

Le ministre du Travail, François Rebsamen, a jugé dimanche sur Canal+ que le nouveau Premier ministre Manuel Valls était "plus cash" que son prédécesseur Jean-Marc Ayrault. Interrogé lors de l'émission Le supplément politique sur le fait de savoir s'il y avait un changement de politique avec l'arrivée de Valls, Rebsamen a estimé qu'"en tout cas, il y a un changement d'explication". "La ligne politique est définie par le président de la République. Mais Manuel Valls, ce n'est pas Jean-Marc Ayrault. Il a sa manière à lui de dire les choses, il est plus cash, je crois, peut-être plus direct, une personnalité différente. Comme le dit le président, il faut faire du Valls", a-t-il ajouté.

"Rétablir les finances du pays"

Interrogé sur la fronde de certains députés PS contre le plan d'économies de 50 milliards d'euros voulu par l'exécutif, Rebsamen souligne qu'ils ont été "élus sur cette ligne politique". "C'est une ligne politique qu'ils connaissaient, ils savaient très bien que nous devrions rétablir les finances du pays, que la dette avait explosé, que le déficit

avait atteint un niveau insupportable. Alors, s'ils pensaient que c'était facile, il ne fallait pas se revendiquer du parti socialiste et du président de la République", a-t-il martelé.

Proche de Hollande, François Rebsamen espère toutefois que le gouvernement "va arriver à les convaincre que la ligne politique suivie est celle qui va permettre de relancer la croissance". Le nouveau ministre n'en a pas moins regretté que le chef de l'État n'ait pas fait après son élection "cette pédagogie" sur le fait que la droite a, selon lui, "enfoncé le pays dans la récession".

"Cela n'a pas été assez dit (...). Pendant deux ans, j'ai dit nous devons raconter aux gens l'histoire de ce pays, le président de la République doit le faire... J'ai regretté qu'il ne l'ait pas fait plus directement aux Français. Si on ne leur explique pas les choses, si on ne leur dit pas où on va, il y a cette incompréhension, y compris parmi les parlementaires. Il faut reprendre le fil de cette histoire", a insisté Rebsamen.

A Suivre...
La Presse en Revue